

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 12 fr. 50. — Six mois, 23 fr. — Un an, 50 fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17

ANNONCES: la ligne, 20 c. — Réclames: 30 c. — Faits divers, 50 c.
ABONNEMENTS ET ANNONCES: Rue Neuve, 17, à ROUBAIX. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis.

Directeur gérant: ALFRED REBOUX

ROUBAIX, 12 JUIN 1884

LA VÉRITÉ PARLEMENTAIRE

Affirmer que la République est un gouvernement d'opinion, que rien ne s'y fait en secret ni sans l'agrément des représentants du pays, c'est, pour les républicains, une sorte de « lieu commun. » Il serait à souhaiter pour la France que ce fut une vérité et il est fâcheux que les faits semblent prendre à tâche de contredire cette assertion.

En France, que se passe-t-il? Non seulement, il n'a pas encore été possible de discuter la question égyptienne à la Chambre des députés, mais mardi soir, sur l'admission instante de M. Jules Ferry, on a retardé de huit jours la discussion d'une interpellation qui devait être adressée à ce sujet au cabinet. Il semble, d'autre part, résulter d'informations venues de diverses sources, que dans huit jours, les choses en seront à ce point que le Parlement français n'aura plus qu'à ratifier les faits accomplis.

De ce rapprochement, il est facile de tirer un enseignement. Le régime parlementaire existe simultanément en Angleterre et en France. Dans le premier de ces pays, rien ne se fait sans l'assentiment et le concours des représentants de la nation; dans le second, on retarde le plus qu'on peut les explications et on s'évertue à ne les donner que lorsqu'il est trop tard pour rien changer.

L'Angleterre est un pays de discussion; la France un pays de surprises. La France est une République, l'Angleterre est une Monarchie.

On ne parle plus de la révision, tant l'intérêt de M. Jules Ferry a prétendu donner à cette question est réellement un intérêt factice. En tout cas, le rapport de M. Dreyfus n'est pas pour ramener l'attention. On ne pourrait guère imaginer une œuvre plus insignifiante; rien de neuf, ni pour la forme ni pour le fond.

On s'entretenait hier beaucoup, dans les couloirs de la Chambre des députés, de la révolution qui vient de se produire dans la rédaction du journal la France. L'ancien journal de M. E. de Girardin passerait, dit-on, à l'opportuniste. De pareilles transformations, tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, ne sont pas chose nouvelle dans la presse républicaine. Mais on fronde, au sujet de la France, des détails qui feraient de ce changement à vue une manœuvre gouvernementale. Il y aurait eu pression, favorisée par des circonstances particulières qui ne seraient honorées ni à la direction du journal, ni au gouvernement qui s'en est servi. En fait de scandales, avec le régime actuel, on n'est jamais au bout.

Les nouvelles électorales de Belgique ont fait à Paris, dans le monde parlementaire, une très vive impression ce matin. A ce propos, un sénateur disait, devant plusieurs de ses collègues du centre gauche: « Ces élections sont une leçon pour le gouvernement de la République. Les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Seulement, ces effets ont été plus rapides en Belgique, bien que les causes fussent moins profondes et moins nombreuses. C'est que le peuple belge a plus de bons sens, plus de vrai libéralisme aussi que le peuple français; et puis, il est plus neutre que le peuple français en matière de démocratie; il n'a pas eu le temps de s'habituer à nos tristes expériences. »

manquer à mes promesses comme à ma conscience. Vous ne vous contentez pas seulement aujourd'hui d'écartez des questions personnelles, vous me refusez le droit de défendre les intérêts politiques que le régime imposé à la Corse compromett. Le dernier article supprimé par vous démontre surabondamment que vous n'êtes plus libre et que vous êtes mis en demeure de m'élever ma liberté d'action.

Je n'ai point à apprécier les raisons d'ordre purement privé qui vous imposent ce silence et solidarisent d'une façon si imprévue la cause de la France avec celle du ministère. Vous avez certainement compris, monsieur, qu'une telle interdiction engage trop nettement la ligne du journal, la dignité professionnelle et mon honneur d'homme pour que je m'incline.

Il est donc évident, par le fait d'une évocation consignée par vous, par votre refus de me laisser poursuivre ce que j'avais commencé d'accorder avec vous, que je ne fais plus partie de la rédaction de la France.

Le public appréciera entre le directeur sacrifiant à des considérations de ses affaires personnelles et le journaliste indépendant qui ne consent ni à briser sa plume ni à la vendre.

Vous le savez, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

M. Camille Pelletan explique ainsi, dans la Justice, la prudente détermination prise par M. Lalou:

Tout le monde sait que M. Lalou est sous le coup d'un procès de police correctionnelle, qui intéresse à la fois son honneur et ses millions. Eh bien! aussitôt que la polémique atteignit, dans leur personne, les deux députés corses, quelles réponses furent adressées par Paris à la France?

LES ÉLECTIONS BELGES

Lettre de Bruxelles
Nous recevons la lettre suivante:
En ce moment, dans la Belgique entière, les carillons des vieux beffrois comme les cloches des gothiques cathédrales lancent dans les airs leurs sonneries de fête; le drapeau national flotte partout, de la capitale au plus petit village; partout la joie, le bonheur, l'enthousiasme! Un seul cri éclate: la Belgique enfin respire! Vive la liberté!

Les conséquences de la journée du 10 juin seront immenses: une ère nouvelle s'ouvre pour le pays. Aux oppressions, aux haines, aux injustices, aux tracasseries de toute sorte, les catholiques vont opposer une politique de concorde, d'apaisement, de liberté. Plus fort qu'ils n'ont jamais été, ils vont pouvoir réaliser toutes les réformes pacifiques que le peuple réclame et penser toutes les blessures que la trop longue domination libérale a faites au pays.

Un cabinet intelligent, loyal, énergique, indébranlable contre toute pression, soit d'en haut, soit d'en bas, va succéder à ce ministère sectaire, à la fois lâche devant les exigences radicales et insolent contre les faibles, qui n'a reculé devant aucun moyen pour arracher à la Belgique sa foi et ses vieilles traditions d'honneur et de liberté.

Le peuple belge a jugé la mesure comble; il a secoué ses entraves et jeté par terre tous ces pyramides qui se flattaient de coucher dans le fossé le cadavre du catholicisme. D'un bout à l'autre du pays les populations ont lutté comme des ouvriers en costume de travail pour porter en triomphe le jeune comte Henri de Mérode, digne descendant de notre glorieux Félix de Mérode, le héros et le martyr de l'indépendance belge.

Le peuple voit enfin que le salut ne lui viendra pas de ces déclamateurs qui le grugent, l'exploitent, mais bien de ceux qui le mènent jadis à la victoire et à la délivrance du joug étranger, et qui les conduisent encore aujourd'hui, Dieu aidant, au triomphe et à la gloire pour la religion, la patrie et la liberté!

Les journaux libéraux
Les journaux libéraux sont tous d'accord pour constater l'écrasement du parti libéral. Voici en quels termes l'Indépendance belge annonce ce grand événement, qui est et sera pour longtemps, nous l'espérons, la ruine de ses amis et de leur politique néfaste:

Le résultat de la journée du 10 juin est déplorable, écrit l'Indépendance belge. Toutes nos espérances sont anéanties. Ce n'est pas seulement une défaite, c'est un désastre qui dépasse les prévisions les plus pessimistes.

récriminations stériles. Vaincus, ils n'avaient qu'un souci: préparer la prochaine bataille. Nous les avons vus, il y a deux ans, à Gand et à Bruxelles; les libéraux l'avaient emporté; il semblait que tout fut compromis et perdu pour bien des années, ils ne s'abandonnèrent pas à un découragement et, sans attendre au lendemain, ils se remuèrent, et de leur côté, les causes de leur échec, les côtés défectueux de leur organisation et se remettaient à l'œuvre.

Voilà l'exemple que nous souhaiterions voir imiter en France; c'est par une loi incessante, c'est par une organisation forte, c'est par une action continue, c'est en se montrant toujours à la hauteur de leur devoir civique, que les monarchistes français, comme les catholiques belges, reconquerront leur indépendance, pourront faire prévaloir leur cause et assureront le triomphe de leurs droits et de leurs libertés.

La démission du ministre belge
La Chronique dit ce matin:
Nous apprenons, au moment de mettre sous presse, les nouvelles suivantes:

Le nouveau ministère
D'une dépêche de Bruxelles, nous extrayons les renseignements que voici: C'est un bouleversement complet, une révolution, mais une révolution pacifique et salutaire qui nous arrache aux étreintes de la franc-maçonnerie et nous ramène dans les voies de nos traditions chrétiennes.

LES INCIDENTS
Bruxelles après le vote
A partir de 6 heures, la ville est sous le coup d'une agitation fébrile. Le bruit de la défaite des libéraux court de bouche en bouche, suscitant d'une part, une grande consternation, de l'autre un vif enthousiasme.

Les troubles à Bruxelles
Des arrestations et des bagarres nombreuses ont eu lieu. Les indépendants et les catholiques ont fait eux-mêmes la police presque partout.

Des manifestations
Vers 9 h. 12, une troupe d'étudiants libéraux, remuant la Montagne de la Cour, déboucha place Royale et se dirigea par la rue de la Régence vers le Petit-Sablon, où demeure M. Paul Janson.

à 8 heures, on demanda, de la Bourse, des agents de renforts et l'aide de la garde civique. Deux agents viennent d'être enrôlés; ils ont dû faire usage de leurs armes pour se dégager. En même temps qu'une escouade d'agents, une compagnie d'infanterie part de l'Hôtel de Ville. Celle-ci vient occuper la Bourse, dont le grand escalier a été envahi par la foule.

La soirée de mercredi
Quoique la journée ait été absolument calme, les corps spéciaux de la garde civique, chasseurs-clairiers, chasseurs belges, artilleurs et la garde civique à cheval ont été convoqués pour six heures.

LES INCIDENTS (suite)
Vers 9 heures, la bande s'est attaquée à un commandement; d'un seul coup, en effet, elle s'est mise à bombarder le bâtiment. Vers 9 h. 12, elle a voulu envahir la porte, mais n'a pu y réussir.

LES INCIDENTS (suite)
A Anvers
On nous écrit d'Anvers, 11 juin:
« La soirée a été très agitée. De nombreuses bagarres ont eu lieu: plusieurs personnes ont été blessées. Des maisons et des locaux de Cercles catholiques ont été saccagés. »

LES INCIDENTS (suite)
A Namur
La journée, à Namur, dit l'Ami de l'Ordre, a été digne de grand triomphe que nous avons si noblement remporté.

Dépêches
Bruxelles, 14 juin.
Ce soir, de nouveaux troubles ont éclaté plus graves encore que les précédents, et une véritable bataille à coups de cannes s'est engagée sur la Grand'Place.

LES INCIDENTS (suite)
Après cette bagarre, les émeutiers se sont dirigés vers la librairie catholique, rue des Faroux, qu'ils ont envahie après avoir brisé les écussons pontificaux qui décoraient la devanture. Ils ont mis les magasins à sac, jetant par les fenêtres les livres religieux et brisant toutes les vitres.

gional agricole. A cette occasion, il a prononcé un discours dont voici le principal morceau:
« Le monde agricole se préoccupe d'élever les droits de douane; le gouvernement pense que le moment est venu de lui donner satisfaction sur ce terrain. Mais il faut le faire d'une façon raisonnable, dans la mesure du possible; pas de protection à outrance! On pourra, tout au plus, pour remédier aux souffrances de l'agriculture, élever un peu les droits sur le bétail, de façon à ne pas augmenter l'importation. »

Le rendement des impôts
Le Journal officiel du 11 juin publie le résultat du recouvrement des impôts directs et indirects pendant les cinq premiers mois de 1884. Nous avons déjà donné les détails sur le mois de mai. Voici les résultats d'ensemble pendant les cinq premiers mois.

Les crédits encaissés au 31 mai 1884 pour l'ensemble des contributions directes et des taxes y assimilées de l'exercice s'élevaient à 737,863,000. Les quatre douzièmes émis au 31 mai 1884 représentent 245,954,400. Les recouvrements se sont élevés à 223,161,000. Ils sont inférieurs aux douzièmes émis de 22,792,400. On se rappelle qu'autrefois les recouvrements étaient toujours supérieurs aux douzièmes émis.

Toujours les rentes du prince Victor
Le correspondant parisien du Times donne aujourd'hui de nouveaux renseignements sur la source mystérieuse de la nouvelle fortune du prince Victor Napoléon.

Congrès de socialistes internationaux
La convention internationale des députés socialistes-révolutionnaires s'est réunie au club socialiste de Londres. Les députés des Sociétés révolutionnaires du continent y assistaient.

Incident franco-peruvien
Les relations existantes entre notre plénipotentiaire à Lima et le président Iglesias étaient déjà fort tendues.

La question des récidivistes
« Le Parlement de Victoria a été ouvert par le gouverneur qui, dans son discours, a dit que les protestations de la convention coloniale de Sydney l'action diplomatique anglaise et les efforts des colonies ne réussiraient pas à empêcher la déportation projetée des récidivistes français dans les îles du Pacifique, le ministre de la colonie de Victoria prendrait les mesures que comporteraient les circonstances. »

NOUVELLES DU JOUR

Paris, 11 juin.
M. Médine et l'agriculture
Dimanche dernier, M. Médine s'était rendu à Epervy pour présider les fêtes de concours ré-